

# **Expulsion forcée des pasteurs autochtones *maasai* de la Ngorongoro Conservation Area (NCA) et du Ngorongoro District en Tanzanie**

(source : IWGIA, février 2022, traduction par le GITPA)

## **Menaces posées par le nouveau Modèle d'Utilisation Multiple des Terres**

Le gouvernement tanzanien se prépare à mettre en œuvre un nouveau **Modèle d'Utilisation des Terres Multiples** (Multiple Land Use Model (MLUM) dans la NCA (*Ngorongoro Conservation Area*).

Alors qu'en 2011, à la suite d'un processus de consultation à l'échelle du district du Ngorongoro, le conseil du district a publiquement rejeté ce modèle comme étant irréalisable, ainsi qu'illégal, ayant été élaboré sans la procédure régulière requise par la loi.

Ce modèle propose d'annexer l'ensemble du bassin du lac Natron (actuellement un site Ramsar) ainsi que 1 500 km<sup>2</sup> de terres jouxtant le Parc national du Serengeti, le Lolondio, une zone qui a été louée à Otterlo Business Corporation (OBC), une entreprise spécialisée dans l'organisation de voyages de chasse à la faune pour les membres de la famille royale des Émirats arabes unis.

Dans le cadre du MLUM, ces 2 zones seront administrées par la *Ngorongoro Autorité de la zone de conservation* (NCAA). Ces zones, ainsi que plusieurs grandes zones actuellement dans la NCA, doivent être désignées comme « **zones centrales de conservation** ».

Toutes les personnes des nombreux villages enregistrés dans ces 2 zones doivent être expulsées et le pâturage sera ne seront pas autorisés, tandis que les activités touristiques et de chasse seront renforcées.

Le MLUM est promu par le Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme (MNRT) et la NCAA (*Ngorongoro Conservation Area Authority*), ainsi que par plusieurs politiciens, et devrait être mis en œuvre cette année.

En janvier 2022, des gardes forestiers ont tenté de délimiter les zones d'où les gens devaient être expulsé, mais a dû abandonner en raison de la forte résistance de la population locale. Plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement se sont alors rendus dans le district de Ngorongoro et le Commissaire régional a informés le Conseil de district que « *le gouvernement avait l'intention d'expulser les habitants des terres de leur village dans la région de Loliondo* ». Ceci en dépit du fait que la Cour de justice de l'Afrique de l'Est (EACJ) a émis une ordonnance d'arrêt de toute activité gouvernementale dans la région, en attendant un jugement sur l'affaire (soulevée par quatre villages contre le gouvernement).

## **Débats au Parlement tanzanien**

Au cours des débats, certains membres du Parlement (MP) ont fait des déclarations menaçantes et hostiles envers le peuple Maasai de la NCA et ont publiquement insinué que les Maasai devaient être expulsé de force, si nécessaire avec l'aide de l'armée. Le résultat des débats a été que :

- la NCAA,

- le ministère du Tourisme des ressources naturelles (MNRT)
- la Tanzania Wildlife Management Authority (TAWA) devaient organiser un séminaire pour améliorer les connaissances des députés sur la situation à l'ANC.

Les députés maasaï ont fortement objecté que ces 3 institutions devraient organiser le séminaire puisque ce sont les mêmes 3 institutions accusées depuis des années de violer les droits du peuple maasaï dans la NCA. Finalement, le séminaire a été organisé le samedi 12 février pour tous les députés, et le débat aurait été dominé par de fortes perceptions négatives et des préjugés envers le peuple maasaï et ses moyens de subsistance.

### **Rôle des médias tanzaniens**

Les maasaï de la NCA sont également profondément préoccupés par la publicité très négative dont ils ont récemment fait l'objet de la part de certains médias tanzaniens. Des informations négatives, non fondées et antagonistes ont contribué à créer des attitudes hostiles et préoccupantes parmi les députés et autres envers le peuple Massai. Cela a semé une panique parmi les communautés maasaï qui se sont sentis isolée et stigmatisée pour leur mode de vie pastoral dans leur terre et leur environnement naturels ancestraux.

La NCAA, aurait, elle-même été active dans la diffusion de fausses informations et de mensonges. La NCAA aurait laissé certains médias, raconter des histoires dangereusement fausses, et les autoriser à entrer dans la NCA, tandis qu'elle aurait empêché d'autres journalistes plus équilibrés d'entrer dans la zone, allant même jusqu'à les emprisonner et les harceler.

Il y a de fortes indications que la NCAA et le MNRT veulent que les pasteurs autochtones Maasai sortent de la NCA alors qu'ils sont des résidents légaux de la NCA conformément à la loi NCA de 1959, qui reconnaît le système d'utilisation multiple des terres de la NCA avec le triple objectif de conservation, de protection des droits et des moyens de subsistance des peuples autochtones (qui avaient été expulsés du Serengeti) et du tourisme.

### **Exclusion et harcèlement**

Le peuple maasaï reconnaît l'importance de protéger et de conserver la NCA, et ils sont prêts à unir leurs forces avec le gouvernement pour s'assurer que la zone continue d'être bien conservée. Cependant, pour que cela se produise de manière authentique, il est d'une importance primordiale que le peuple maasaï participe pleinement aux discussions, à la recherche de fond, aux processus de prise de décision et à la gestion effective de la NCA. Actuellement, les maasaï sont exclus de tout cela, et leur Consentement libre, préalable et éclairé n'est en aucun cas recherché ou obtenu. Ils ont le sentiment de ne pas être écoutés par leur propre gouvernement et deviennent de plus en plus désespérés.

Des défenseurs des droits humains, des avocats et des journalistes ont tentés de remédier aux injustices et aux violations des droits de l'homme auxquelles sont confrontés les éleveurs maasaï de la NCA et du district de Ngorongoro dans leur ensemble.

Ces militants des droits humains ont été harcelés et menacés, et certains ont même été arrêtés et accusés d'espionnage et de sédition. De même, certains journalistes ont rencontré des difficultés pour accéder et obtenir des informations. Plus récemment, le 3 février 2022, 6 journalistes ont été temporairement détenus et interrogés.

## **Demandes des communautés locales *maasai* au gouvernement tanzanien**

Les communautés locales, les présidents de village et les chefs traditionnels du district de Ngorongoro travaillent dur pour résoudre les problèmes actuels de droits humains et fonciers, ainsi que les menaces d'expulsions, et ils ont formulé des demandes au gouvernement tanzanien, qui incluent entre autres les éléments suivants :

1. Le gouvernement tanzanien et les agences internationales impliquées dans les informations sur nouveau MLUM dans la NCA, telles que : l'UNESCO et l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), devrait s'abstenir d'exécuter et de soutenir de quelque manière que ce soit le nouveau MLUM actuel, le plan de gestion général et les propositions de révision législative connexes qui entraîneront inévitablement de graves violations des droits de l'homme.

2. Le gouvernement devrait abandonner ses plans de relocalisation dans le cadre du nouveau MLUM dans la NCA qui ont suscité une peur soutenue au sein de la communauté locale et, s'ils sont mis en œuvre, conduiront inévitablement à l'érosion des moyens de subsistance et de l'identité culturelle de la communauté.

3. Le gouvernement devrait respecter la loi qui a établi la NCAA et accorder un poids et une importance égaux aux trois objectifs juridiques fondateurs :

- sauvegarder et développer les intérêts de la communauté pastorale masai,
- préservation et
- tourisme.

4. Compte tenu des documents historiques et des malentendus apparus entre :

- d'une part, la communauté Maasai et,
- d'autre part, le gouvernement/NCAA, l'UNESCO et l'UICN,

il est urgent de remédier aux injustices historiques revendiquées contre la communauté, notamment la dépossession à grande échelle des terres masai, le déplacement du peuple masai et l'éradication de ses connaissances autochtones dans la gestion de la région.

5. Le gouvernement devrait restaurer tous les projets de développement suspendus, y compris les écoles, les services de santé et les projets d'eau dans la NCA sans conditions.

6. Une commission d'enquête indépendante devrait se pencher sur les injustices actuelles et historiques en matière de droits de l'homme dans la NCA et sur l'implication et le rôle du gouvernement tanzanien, de l'UNESCO et de l'UICN dans ces violations.

7. Pour la NCA et Loliondo, le gouvernement devrait promouvoir une étude indépendante sur les impacts sociaux, économiques et environnementaux du modèle existant de coexistence entre l'écosystème local et les communautés locales avant toute expulsion. L'étude devrait proposer les meilleures stratégies à long terme pour le gouvernement et les communautés locales et être réalisée par une équipe indépendante de consultants en environnement, ainsi qu'en droits humains et fonciers. Les citoyens pasteurs, les organisations de la société civile, les élus, les chefs coutumiers et les jeunes éduqués se sont montrés solidaires et ont tout fait pour tenter d'empêcher les expulsions forcées qui se font jour. On ne sait pas combien de temps ils peuvent

maintenir les protestations et la pression, et ils ont désespérément besoin que la communauté internationale fasse pression sur le gouvernement tanzanien.

Le 12 février 2022, 20 organisations clés de la société civile en Tanzanie ont publié un communiqué sur cette base.

**Traduction du Bulletin IWGIA par le GITPA**